**SAMIA ZENNADI**

**Intervention FSM Tunis 2015**

**Les Printemps arabe et les autoroutes de la recolonisation**

L’année 2011 a débuté, en Algérie par des [émeutes](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89meutes) violentes qui avaient secoué presque la totalité du territoire algérien[[1]](#footnote-1). Dans 20 des 48 wilayas du pays, du [3](http://fr.wikipedia.org/wiki/3_janvier) au 8 [janvier](http://fr.wikipedia.org/wiki/Janvier_2011), l’Algérie a vécu un mouvement d’insurrection d’une grande violence dénonçant la vie chère. *« De Bab el-Oued, quartier chaud de la capitale, à Tirigou, cité des laissés-pour-compte d’Oran, la deuxième ville du pays, en passant par Bouira et Béjaïa, en Kabylie, Chlef et Relizane dans le Nord-Ouest, Tiaret dans les hauts Plateaux, Djelfa et Laghouat aux portes du désert, l’Algérie* s’embrasa *en quelques heures. Liaisons ferroviaires interrompues, axes routiers coupés, rideaux de magasins baissés et rues livrées à des hordes de jeunes armées de sabres et de barres de fer… Un très fort sentiment d’insécurité planait sur les grandes villes du pays »[[2]](#footnote-2)*

Se saisissant de cette colère, l’opposition a voulu organiser politiquement ce mouvement de contestation.

Une [Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie](http://fr.wikipedia.org/wiki/Coordination_nationale_pour_le_changement_et_la_d%C3%A9mocratie)(CNCD) ainsi qu’un Conseil National de Transition Démocratique ont été mis en place. Chargés d’organiser des marches contestataires à Alger tous les samedis, ils ne parvenaient pas à mobiliser beaucoup de monde. Malgré le matraquage médiatique, le mouvement s’essouffla rapidement et le nombre de participants, estimé à 8.000 personnes le premier jour, décrut rapidement les jours suivants[[3]](#footnote-3).

Les masses populaires qualifiaient ouvertement les marches du samedi d’opération téléguidées[[4]](#footnote-4)… Ils étaient convaincus qu’un ordre de mobilisation générale a ameuté les élites (historiens, sociologues, économistes, hommes politiques et chroniqueurs) convoqués sur les chaines de télévisions étrangères, Aljazira and co, pour se lamenter sur le cas de cette société qui n’a pas réagi comme ils attendaient qu’elle réagisse[[5]](#footnote-5).

Ces mêmes experts qualifiaient les mesures de « patriotisme économique » de 2009 « d’opération pour acheter la paix sociale ». Ces mesures avaient exacerbé cette attente de changement et avaient provoqué la colère de l’Empire. L’intoxication deviendra alors générale.[[6]](#footnote-6)

« *En réalité, ces élites représentent les avant-gardes visibles chargées de l’habillage idéologique d’une offensive contre les États nés des révolutions nationales. Elles cherchent à saper l’État encore National en maquillant en « mesures techniques » les injonctions politiques ultralibérales qui visent à le dessaisir de sa souveraineté et à générer les frustrations qui serviront de carburant à la « révolte »*»[[7]](#footnote-7).

Les groupes qui étaient capables de casser les contraintes et de mener ce passage sont les groupes qui étaient implantés depuis longtemps, et qui avaient donné des gages aux américains et aux anglais à la libre entreprise, c’est les frères musulmans.

Derrières les histoires d’enlever les contraintes imposé par les régimes autoritaires, en fait c’est la contrainte d’un Etat qui devait sauter… et il s’agit de l’Etat National tel qu’il a été arraché par les luttes pour le recouvrement des indépendances…

Seuls les islamistes, les frères musulmans, pouvaient être les artisans de cette transformation car ils sont contre toute vision de souveraineté nationale….

Il fallait renoncer à la communauté nationale au profit de la communauté naturelle donc religieuse ou ethnique, c’est la seule solution, déjà expérimenté avec succès au Kurdistan irakien[[8]](#footnote-8).

Pour ce qui est de l’Algérie, la règle c’est l’explosion sociale. La règle, c’est qu’Alger explose, et elle le fait régulièrement, mais comme le veulent les Algérois, pas comme le rêvent des historiens reconvertis en oracles.

L’exception [algérienne pour ce qui concerne le « printemps arabe »](http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2634p059.xml0/president-abdelaziz-bouteflika-democratie-reformeschangement-a-l-algerienne.html) nous a renseigné qu’un changement en [Algérie](http://www.jeuneafrique.com/pays/algerie/algerie.asp) était nécessaire, d’après des experts, universitaires, politiques et journalistes.

Mais alors, qui a décidé, et au nom de quelle valeur, qu’il s’agissait là d’une anormalité, si énorme qu’elle retienne l’attention de tant de médias ? Qui a décidé que désormais, pour la presse, la non-actualité, la non-survenue d’un événement devient l’événement ?

La mémoire fournit la bonne réponse : le « printemps algérien » est attendu depuis juillet 1962…

1. Ce mouvement de mécontentement a été porté par des jeunes suite à la flambée des prix de certaines denrées alimentaires. [↑](#footnote-ref-1)
2. Cherif Ouazani, Algérie, pourquoi tant de haine ?, Jeune Afrique, 9 mai 2011. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le 12 février 2011, une marche fut organisée à Alger, à l’initiative de la CNCD, la coordination nationale pour le changement et la démocratie malgré l’interdiction de manifester dans cette ville, en vigueur depuis la marche des "arouchs" du 14 juin 2001. Le 22 février 2011, lors de la marche organisée par le CNCD, 30.000 policiers avaient été déployés à Alger, ce qui dissuada rapidement les manifestants de poursuivre leur mouvement de protestation. [↑](#footnote-ref-3)
4. Ali Belhaj (le numéro 2 du FIS) qui s’était empressé pour se placer en tant que leader du mouvement a été sauvé par la police… il a risqué d’être lynché par les jeunes… [↑](#footnote-ref-4)
5. Sur le plan du maintien de l’ordre, **les manifestations ont été bien contenues**. La police avait pour consigne de ne pas recourir aux armes. Contrairement à d’autres moments de l’histoire de l’Algérie, elle géra la situation avec un certain professionnalisme. [↑](#footnote-ref-5)
6. Très attendue par les opérateurs économiques, nationaux et étrangers, la loi de finances complémentaire 2010 n’avait fait que confirmer les choix économiques prônés par l'Algérie dans le cadre de la nouvelle politique du gouvernement, appelée communément “patriotisme économique”. Les opérateurs attendaient, en effet, un allégement du crédit documentaire institué en 2009 et même, pour les opérateurs étrangers, un assouplissement des règles régissant les investissements étrangers. Sur ces deux plans, la LFC 2010 a apporté des réponses claires comme de l'eau de roche, puisqu’au sujet du crédit documentaire, le gouvernement a décidé d'alléger cette mesure pour les petites et moyennes entreprises (PME) important des pièces détachées ou des intrants. En revanche, pour les investissements étrangers, les orientations décidées en 2009 ont été confirmées dans le texte de la LFC 2010. Bien que plusieurs voix se soient élevées pour demander un allégement des nouvelles règles imposées par l'Algérie, le gouvernement a décidé de maintenir le cap et même de renforcer certaines mesures. [↑](#footnote-ref-6)
7. Mohamed Bouhamidi, Jeune Afrique, 8.11.2011. [↑](#footnote-ref-7)
8. Le socle ancien religieux ou ethnique semblait suffisamment puissant pour réagir mais ça n’a pas marché partout. Là, où les « socles naturelles » étaient insérées dans de vielles civilisation et de vieux séculaires (Syrie, Tunisie Egypte, mais ça a marché en Lybie). [↑](#footnote-ref-8)